

Maitre d'ouvrage

PROVINCE SUD
DIRECTION DE LA CULTURE DE LA
JEUNESSE ET DES SPORTS



**TRAVAUX DE CONSERVATION DE L'ANCIEN MAGASIN DU
BAGNE DE PRONY – COMMUNE DU MONT-DORE**

juillet 2023

DOSSIER DE CONSULTATION

MARCHE N°	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES PIECE N° 02
---------------------	---

Maîtrise d'œuvre :

COPABA

Domicilié au : 171 Section de Ouinané - Tomo – 98812 Boulouparis

Téléphone : 74 04 91 – Courriel : copaba@outlook.com

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ	5
1.1 – OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 – LOTS.....	5
1.3 – TRANCHES.....	5
1.4 –OPTIONS	5
1.5 – FORME PARTICULIÈRE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 – PARTIES PRENANTES	6
2.1 – ACHETEUR PUBLIC	6
2.1.1 – Acheteur public	6
2.1.2 – Directeur du financement	6
2.1.3 – Personne responsable du marché, référent du marché.....	6
2.1.4 – Référent interne	6
2.2 – TITULAIRE	6
2.2.1 – Considérations générales.....	6
2.2.2 – Groupement.....	7
Si les prestations sont divisées en lots dont chacun est assigné, avec son prix, à l'un des membres (cotraitants) du groupement, il s'agit d'un groupement conjoint :	7
Si les prestations du marché ne sont pas divisées en lots, il s'agit d'un groupement solidaire :....	7
* Solidarité	7
Désignation du mandataire	7
Groupement dans un groupement	8
2.2.3 – Sous-traitance.....	8
2.2.3.1 – Obligations préalables	8
2.2.3.2 – Responsabilités	8
2.2.3.3 – Obligation d'information	8
2.2.4 – Sous-traitance de second rang	8
2.2.4.1 – Obligations préalables	8
2.2.4.2 – Responsabilités	8
2.2.4.3 – Obligation d'information	9
2.3 - COMMUNICATION.....	9
2.4 – AUTRES INTERVENANTS DANS L'EXÉCUTION DU MARCHÉ	9
2.4.1 – Conduite d'opération (ou assistant à maîtrise d'ouvrage)	9
2.4.2 – Contrôle technique	9
2.4.3 – Autres contrats ou marchés concomitants pouvant avoir un impact sur l'exécution du marché	9
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
3.1 – PIECES PARTICULIÈRES	9
3.2 – PIECES GÉNÉRALES	10
ARTICLE 4 - MODALITÉS DE COMMANDE DES PRESTATIONS.....	11
4.1 – DÉMARRAGE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ	11
4.2 – DEMANDE DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	11
4.3 – DÉCISION DE POURSUIVRE.....	11
ARTICLE 5 - DÉLAIS, PÉNALITÉS	12
5.1 - DÉLAIS D'EXÉCUTION	12
5.2 – PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	12
5.3 – PÉNALITÉS.....	12
5.3.1 – Retard d'exécution des prestations.....	12
5.3.2 – Délais particuliers	12
5.3.3 – Autres pénalités.....	12
5.3.4 – Plafonnement des pénalités	12
5.3.5 – Modalités en cas de groupement	13
ARTICLE 6 - VÉRIFICATION, ADMISSION, RÉFACTION.....	13
ARTICLE 7 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	13
7.1 – CONTENU DES PRIX	13
7.1.1 – Dispositions générales.....	13

7.1.2 – Exonération de taxes	14
7.1.3 – Sujétions liées aux intempéries	14
7.1.4 – Exécution simultanée ou imbriquée de prestations effectuées par d'autres prestataires	14
7.1.5 – Sujétions exclues des prix du marché.....	14
7.1.6 – Fourniture de sous-détails de prix	15
7.2 – CARACTÈRE DES PRIX.....	15
7.2.1 – Prestations réglées au forfait	15
7.2.2 – Prestations réglées sur prix unitaires	15
7.2.3 – Caractère provisoire ou définitif	15
7.2.4 – Variation des prix.....	15
<u>ARTICLE 8 – DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT – VARIATION DES PRIX – APPROVISIONNEMENTS - AVANCES – AUTOLIQUIDATION TGC</u>	16
8.1 – DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT.....	16
8.1.1 – Prix de base	16
8.1.2 – Modalités de règlement	16
8.1.2.1 – Décomptes et acomptes	16
8.1.2.2 – Factures.....	16
8.2 – VARIATION DES PRIX	16
8.2.1 – Actualisation des prix fermes – lorsque la durée d'exécution est inférieure à 6 mois.....	16
8.2.2 – Révision des prix– lorsque la durée d'exécution est supérieure ou égale à 6 mois	17
8.2.3 – Indice de référence	17
8.2.4 – Actualisation ou révision provisoire	17
8.3 – ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS	17
8.4 – AVANCES	17
8.4.1 – Avances prévues par le marché	17
8.4.2 – Conditions d'accès aux avances prévues par le marché	17
8.4.3 – Remboursement des avances.....	17
8.5 – AUTO-LIQUIDATION DE LA TGC.....	17
<u>ARTICLE 9 – PRÉSENTATION DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE PAIEMENT</u>	18
9.1 – FORME DES DOCUMENTS DE PAIEMENT	18
9.1.1 – Mentions obligatoires sur les factures	18
9.1.2 – Décomptes et états d'acompte.....	18
9.1.3 – Factures	18
9.2 – ENVOI DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE PAIEMENT	19
9.3 – INTERVENTION D'UN PRESTATAIRE CONDITIONNANT LE PAIEMENT DES SOMMES DUES.....	19
9.4 – DÉLAI DE MANDATEMENT	19
<u>ARTICLE 10 - DÉLAI DE GARANTIE, GARANTIES FINANCIÈRES, SURETÉS, ASSURANCES</u>	20
10.1 – DÉLAI DE GARANTIE	20
10.2 - GARANTIES FINANCIÈRES (« SÛRETÉS »)	20
10.2.1 - Garanties financières prévues au titre du marché	20
10.2.2 – Modalités de mise en place des garanties financières.	20
10.2.3 – Restitution des garanties financières	21
10.3 – ASSURANCES	21
10.3.1 – Assurance professionnelle.....	21
10.3.2 – Assurance décennale	21
<u>ARTICLE 11 – MESURES COERCITIVES.....</u>	22
11.1 – MISE EN RÉGIE	22
11.1.1 – Appropriation des moyens du titulaire	22
11.1.2 – Intervention d'un prestataire tiers	22
11.2 - RÉSILIATION.....	22
<input checked="" type="checkbox"/> 11.3 – INTERVENTION D'UN TIERS PENDANT LE DÉLAI DE GARANTIE	23
<u>ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE</u>	24
<u>ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES</u>	24

<u>ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AU CCAG</u>	<u>25</u>
<u>ANNEXE 1 AU CCAP : MODÈLE D’ACTE SPÉCIAL DE SOUS-TRAITANCE</u>	<u>1</u>
<u>ANNEXE 2 AU CCAP : MODÈLE D’ACTE SPÉCIAL DE SOUS-TRAITANCE DE SECOND RANG.....</u>	<u>1</u>
<u>ANNEXE 3 : INDICATIONS A PORTER SUR LE PANNEAU DE CHANTIER.....</u>	<u>1</u>

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : TRAVAUX DE CONSERVATION DU MAGASIN AU MATÉRIEL – ANCIEN BAGNE DE PRONY – COMMUNE DU MONT-DORE

1.2 – LOTS

☒ Les prestations objet du marché sont scindées en plusieurs lots, précisés dans la liste suivante :

- Lot n° 01 : MAÇONNERIE – GROS ŒUVRE
- Lot n° 02 : FERRONNERIE

Le présent marché ne concerne que le ou les lots attribués au titulaire du marché, tel que le précise l'acheteur public à l'endroit de sa signature pour acceptation de l'offre à la fin de l'acte d'engagement.

1.3 – TRANCHES

☒ Sans objet.

1.4 – OPTIONS

☒ Les options présentées comme telles dans le marché pourront être commandées selon les modalités prévues à l'article 5 de l'acte d'engagement, sans nécessité de passation d'un avenant.

Dans l'ensemble des clauses relatives à l'exécution du marché, l'expression « montant du marché » inclut, entre autres, le montant des options affermies et commandées.

1.5 – FORME PARTICULIÈRE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché « standard », c'est-à-dire à quantités définies et prix global défini.

ARTICLE 2 – PARTIES PRENANTES

2.1 – ACHETEUR PUBLIC

2.1.1 – Acheteur public

L'acheteur public cité à l'acte d'engagement est l'organisme qui passe le marché avec le titulaire pour satisfaire ses besoins.

- ☒ Le marché étant lié à l'exécution de travaux, l'acheteur public est aussi appelé « maître d'ouvrage » au titre du marché.

2.1.2 – Directeur du financement

Le directeur du financement est le gestionnaire des crédits budgétaires afférents à ce marché.

Il est cité à l'acte d'engagement comme la personne chargée de délivrer les renseignements prévus à l'article 101 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

- ☒ Le marché étant lié à de l'investissement, le directeur du financement est aussi appelé « directeur d'investissement ».

2.1.3 – Personne responsable du marché, référent du marché

La personne responsable du marché, citée à l'acte d'engagement, reçoit délégation du représentant de l'acheteur public pour l'exécution du marché.

Elle signe les commandes, décisions, ordres de service et autres communications à destination du titulaire.

La personne responsable du marché peut désigner par écrit un « référent du marché » qui le représente pour l'exécution du présent marché.

La personne responsable du marché peut modifier par écrit la désignation du « référent du marché » pendant l'exécution du marché.

2.1.4 – Référent interne

La personne responsable du marché peut désigner par écrit un « référent interne » sur site qui est sollicité pour signer les bons d'intervention, de livraison, assister à la réception et signer les procès-verbaux de toute nature.

La personne responsable du marché peut modifier par écrit la désignation du « référent interne » pendant l'exécution du marché.

2.2 – TITULAIRE

2.2.1 – Considérations générales

Le titulaire est l'opérateur économique avec qui l'acheteur public passe le marché. Il est le responsable de l'exécution du marché.

Il se tient en capacité de délivrer l'ensemble des prestations, soit par lui-même, soit par des sous-traitants sous sa responsabilité.

Pour chaque activité, il doit être titulaire des éventuels agréments et autorisations délivrés par les autorités dans le domaine considéré.

Le titulaire du présent marché se reconnaît être tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du marché.

Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets ou toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable de la personne responsable du marché.

Le représentant du titulaire, qui sera le responsable du suivi et de la bonne coordination de l'exécution du marché, est mentionné dans l'acte d'engagement ou à défaut est désigné par le titulaire dès notification du marché.

Il est qualifié pour prendre toutes décisions utiles, signer tout document, donner toutes instructions au personnel, assister aux réunions, etc...

D'autres personnes physiques peuvent être désignées par écrit par le titulaire pour le représenter en cours d'exécution du marché.

En cas de groupement, le « titulaire » désigne l'ensemble des membres du groupement, le représentant du titulaire étant le mandataire du groupement.

2.2.2 – Groupement

Au lieu d'être un prestataire unique, le titulaire du marché peut être un groupement. Il s'agit d'un regroupement momentané d'opérateurs économiques qui s'engagent à exécuter le marché ensemble pour le compte de l'acheteur public, en signant un acte d'engagement unique.

Il existe plusieurs types de groupement, dont l'un s'applique obligatoirement au présent marché en fonction des caractéristiques suivantes :

Si les prestations sont divisées en lots dont chacun est assigné, avec son prix, à l'un des membres (cotraitants) du groupement, il s'agit d'un groupement conjoint :

- chacun des membres du groupement est engagé uniquement sur le lot qui lui est assigné dans l'acte d'engagement ;
- toutefois l'un des membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, est solidaire* de chacun des autres cotraitants dans leurs obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public jusqu'à la fin du délai de garantie s'il en existe un (jusqu'à la fin du marché s'il n'existe pas de délai de garantie) ;
- le mandataire représente jusqu'à cette date, l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur public pour l'exécution du marché ;
- si l'acheteur n'a pas déjà prévu à sa charge un pilote externe au groupement, le mandataire assure la coordination des membres.

Si les prestations du marché ne sont pas divisées en lots, il s'agit d'un groupement solidaire :

- chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché, et doit pallier solidairement* une éventuelle défaillance de ses cotraitants ;
- l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur public pour l'exécution du marché, jusqu'à la fin du délai de garantie s'il en existe un (jusqu'à la fin du marché s'il n'existe pas de délai de garantie) ;
- le mandataire assure, sous sa responsabilité, jusqu'à cette date, la coordination des membres du groupement ;
- il est possible que l'acte d'engagement précise une répartition du paiement entre les cotraitants, mais cela ne remet pas en cause la nature du groupement.

*** Solidarité**

Être solidaire consiste à se substituer au cotraitant déclaré défaillant, en reprenant sous sa propre responsabilité les prestations qu'il devait achever (en les sous-traitant le cas échéant), les paiements correspondants de l'acheteur public ne pouvant excéder le montant restant à payer au cotraitant défaillant.

Désignation du mandataire

Le mandataire du groupement est désigné explicitement dans l'acte d'engagement. Si ce n'est pas le cas, il est réputé être le 1^{er} membre du groupement cité dans l'acte d'engagement.

Groupement dans un groupement

En cas de groupement conjoint dont chaque cotraitant doit exécuter un ou plusieurs lots, il est possible qu'un lot soit assigné à un cotraitant qui est lui-même un groupement. Dans ce cas, ce groupement est réputé être solidaire pour les prestations dudit lot.

2.2.3 – Sous-traitance

2.2.3.1 – Obligations préalables

Le titulaire d'un marché public peut confier une partie de l'exécution du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur public leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, sous forme d'avenant ou d'acte spécial de sous-traitance.

À cette fin, le titulaire remet à l'acheteur public une déclaration spéciale contenant les renseignements nécessaires, accompagnée des documents relatifs au nantissement, des attestations de régularité et des justificatifs de capacité, conformément aux articles 3 et 76-1 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

Voir annexe 1 au CCAP : modèle de déclaration spéciale.

Le titulaire doit présenter sa demande suffisamment à l'avance pour tenir compte du délai maximal d'agrément prévu à l'article 3 de ladite délibération, et des opérations préparatoires nécessaires à l'intervention du sous-traitant.

Aucune prolongation de délai ne sera accordée pour compenser un manque d'anticipation.

2.2.3.2 - Responsabilités

En tout état de cause, le titulaire reste toujours responsable des prestations de son sous-traitant.

Le titulaire peut ensuite se retourner vers son sous-traitant pour l'appeler en responsabilité.

2.2.3.3 – Obligation d'information

La personne responsable du marché peut à tout moment demander au titulaire de fournir le contrat de sous-traitance pour vérifier la teneur des conditions de sous-traitance.

Le titulaire devra le lui fournir dans le délai imparti qui sera au minimum de 7 jours à compter de la notification de la demande.

2.2.4 – Sous-traitance de second rang

2.2.4.1 – Obligations préalables

Le sous-traitant du titulaire d'un marché public (appelé sous-traitant de 1^{er} rang) peut confier une partie de l'exécution du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur public leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, sous forme d'avenant ou d'acte spécial de sous-traitance.

À cette fin, le sous-traitant de 1^{er} rang remet à l'acheteur public une déclaration spéciale contenant les renseignements nécessaires, accompagnée des documents relatifs au nantissement, des attestations de régularité et des justificatifs de capacité, conformément aux articles 3 et 76-1 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

Voir annexe 2 au CCAP : modèle de déclaration spéciale pour la sous-traitance de second rang.

Le sous-traitant de 1^{er} rang doit présenter sa demande suffisamment à l'avance pour tenir compte du délai maximal d'agrément prévu à l'article 3 de ladite délibération, et des opérations préparatoires nécessaires à l'intervention du sous-traitant de 2^e rang.

Aucune prolongation de délai ne sera accordée au titre du marché pour compenser un manque d'anticipation.

2.2.4.2 - Responsabilités

En tout état de cause, le titulaire reste toujours responsable des prestations des sous-traitants de rang 1 ou de rang 2.

Il peut ensuite se retourner vers son sous-traitant de rang 1 pour l'appeler en responsabilité, le sous-traitant de rang 1 appelant à son tour en responsabilité le sous-traitant de rang 2.

2.2.4.3 – Obligation d'information

La personne responsable du marché peut à tout moment demander au sous-traitant de rang 1 de fournir le contrat de sous-traitance, ou les justificatifs de caution, pour vérifier la teneur des conditions de sous-traitance de rang 2.

Le sous-traitant de rang 1 devra les lui fournir dans le délai imparti qui sera au minimum de 7 jours à compter de la notification de la demande.

2.3 - COMMUNICATION

Les notifications entre le référent du marché et le représentant du prestataire se font par tout moyen avec preuve de réception datée (notification), notamment :

- document écrit en recommandé avec avis de réception postal ;
- document écrit remis en mains propres avec récépissé ;
- document écrit transmis par ou intégré à un courrier électronique, avec courrier électronique en retour établissant la réception dudit courrier électronique premièrement cité.

2.4 – AUTRES INTERVENANTS DANS L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

2.4.1 – Conduite d'opération (ou assistant à maîtrise d'ouvrage)

☒ Sans objet.

2.4.2 – Contrôle technique

☒ Sans objet.

2.4.3 – Autres contrats ou marchés concomitants pouvant avoir un impact sur l'exécution du marché

☒ Sans objet.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante où elles sont citées ci-après.

Les exemplaires conservés par l'acheteur font seuls foi en cas de litige.

Toute réserve ou clause limitative de responsabilité intégrée dans l'offre du titulaire est expressément considérée comme nulle et non avenue.

3.1 – PIECES PARTICULIÈRES

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- ☒ les extraits du mémoire technique remis par le titulaire lors de la consultation, qui précisent les modalités d'exécution du marché ;
- ☒ la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

- ☒ les plans techniques ;
- ☒ le planning détaillé.

3.2 – PIÈCES GÉNÉRALES

- ☒ le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de **fournitures courantes** et de **services** passés en application de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics, annexé à la délibération n° 64/CP du 10 mai 1989 modifiée – téléchargeable sur <https://juridoc.gouv.nc> ;
- ☒ les normes et textes à caractère technique applicables en Nouvelle-Calédonie, disponibles par : <https://rcnc.gouv.nc/normes-et-materiaux/liste-des-normes-afnor-applicables-en-nc>.

Ces pièces générales, non jointes, sont celles en vigueur au mois Mo.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE COMMANDE DES PRESTATIONS

4.1 – DÉMARRAGE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ

Voir article 5 de l'acte d'engagement.

4.2 – DEMANDE DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Sauf en cas d'urgence, le référent du marché consulte le titulaire en lui précisant les caractéristiques des prestations supplémentaires à fournir et l'invite à présenter une proposition de prix dans un délai minimal de 7 jours.

Après fourniture de cette proposition, ou en l'absence de proposition dans le délai imparti, ou encore en cas d'urgence, la personne responsable du marché notifie au titulaire un ordre de service pour l'exécution des prestations supplémentaires avec un prix provisoire qu'il définit lui-même.

En cas de désaccord avec le prix provisoire, le titulaire ne peut se soustraire à l'exécution des prestations, mais il peut émettre des observations écrites avec toutes les justifications utiles concernant le prix qu'il propose, dans le délai d'un mois après notification de cet ordre de service, sous peine de forclusion.

Lorsque les prix sont arrêtés d'accord parties, ils font l'objet d'un avenant signé des deux parties. Dans l'attente de cet avenant :

- les prix provisoires sont appliqués aux demandes de paiement, sans que les demandes de paiement totales ne puissent excéder le montant contractuel (marché initial ou dernier avenant) ;
- il est fait application des dispositions des articles 75 et 76 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.

4.3 – DÉCISION DE POURSUIVRE

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant contractuel (marché initial ou dernier avenant), l'acheteur public peut prendre une décision de poursuivre les prestations au-delà de ce montant contractuel, notifiée au titulaire.

Une décision de poursuivre n'est applicable que dans le cas d'une augmentation du volume des prestations figurant au marché et à la condition expresse qu'elles soient rémunérées conformément aux prix et selon les termes du marché.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les prestations doivent être poursuivies.

Toute décision de poursuivre peut-être suivie d'une autre décision de poursuivre, dans les mêmes conditions, et sous réserve du respect des seuils réglementaires d'augmentation du montant du marché.

La décision de poursuivre est suffisante pour justifier les paiements correspondants. Elle peut être intégrée par un avenant signé des deux parties.

ARTICLE 5 - DÉLAIS, PÉNALITÉS

5.1 - DÉLAIS D'EXÉCUTION

Voir article 5 de l'acte d'engagement.

Si après application du délai contractuel applicable, la date de fin dudit délai tombe sur un jour férié, chômé ou de week-end, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable suivant.

5.2 – PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

À chaque prolongation des délais, le motif de prolongation et le nombre de jours calendaires, ouvrés ou ouvrables doit être précisé, ainsi que la nouvelle date de fin contractuelle des délais d'exécution.

Si cette nouvelle date de fin tombe sur un jour férié, chômé ou de week-end, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable suivant.

Toute éventuelle prolongation de délai suivante doit repartir de cette nouvelle date de fin contractuelle.

Si ces précisions n'ont pas été apportées lors des prolongations de délai successives, les principes ci-dessus sont appliqués à chaque prolongation séparément et dans l'ordre, pour arriver à la dernière date de fin contractuelle des délais d'exécution.

5.3 – PÉNALITÉS

Les pénalités ne sont pas soumises à TGC.

5.3.1 – Retard d'exécution des prestations

☒ En cas de retard d'exécution des prestations par rapport au délai d'exécution prescrit, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à :

☒ 50 000 F par jour calendaire de retard.

Pour l'application du présent article en cas de marché précisant les délais propres à des prestations, des tranches ou des options, le délai d'exécution est le délai propre à la prestation, la tranche ou l'option considérée et le montant du marché est celui qui est propre à cette prestation, cette tranche ou cette option.

5.3.2 – Délais particuliers

☒ Liste des délais particuliers et pénalités associées à appliquer sans mise en demeure préalable :

- absence à une réunion à laquelle a été convoqué le titulaire : 50. 000 F ;
- retard de plus de 30 mn à une réunion à laquelle a été convoqué le titulaire : 20 000 F ;
- action corrective demandée par ordre de service (délai minimal 3 jours ouvrés, sauf urgence délai minimal 1 jour ouvré) : 10 000 F par jour de retard.

5.3.3 – Autres pénalités

☒ Pour tout délai précisé conformément aux dispositions du marché, autres que les délais d'exécution des prestations et les délais particuliers ci-dessus, le retard d'exécution entraîne l'application d'une pénalité de : 10 000 FCFP par jour calendaire de retard, sans mise en demeure préalable.

5.3.4 – Plafonnement des pénalités

☒ Sans objet.

5.3.5 – Modalités en cas de groupement

En cas de groupement solidaire sans répartition de montant entre les cotraitants, c'est le mandataire, en tant que chargé de la coordination du groupement, qui assume toutes les pénalités applicables au titre du marché sur les sommes qui lui sont dues.

En cas de groupement solidaire avec répartition de montant entre les cotraitants, les pénalités sont réparties sur l'ensemble des membres du groupement, au prorata des sommes qui leur sont dues, sauf si le mandataire indique une répartition différente. En cas de difficulté liée aux arrondis, la part applicable au mandataire est déterminée en soustrayant des pénalités applicables au groupement, la part applicable à chaque cotraitant non mandataire.

En cas de groupement conjoint, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité de l'acheteur public à l'égard des autres cotraitants.

ARTICLE 6 - VÉRIFICATION, ADMISSION, RÉFACTION

Le délai de vérification visé à l'article 20.3 du CCAG commence à la date Dm indiquée par le titulaire au référent du marché, de mise à disposition des livrables ou à la date de fin d'exécution des prestations, pour les opérations de vérification en vue des décisions d'admission, ajournement, réfaction ou rejet.

Ce délai est :

☒ d'une semaine.

Les prestations de service sont réputées conformes au cahier des charges après vérification et acceptation par la personne responsable du marché, soit de manière expresse dans le délai de vérification ci-dessus, soit de manière tacite après expiration dudit délai.

Le prestataire est à tout moment tenu de laisser le libre accès pour effectuer les constats et de mettre à disposition les documents nécessaires pour ces opérations de vérification.

En cas d'admission, la date d'exécution à considérer pour la vérification du respect des délais contractuels est cette date Dm.

Lorsqu'il est envisagé de prendre une décision de rejet ou de réfaction, le délai de vérification ci-dessus est suspendu à compter de la notification de la convocation du titulaire pour être entendu, jusqu'à la date effective incluse de son entretien avec le référent du marché.

ARTICLE 7 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

7.1 – CONTENU DES PRIX

7.1.1 – Dispositions générales

Le titulaire reconnaît :

- S'être assuré des conditions générales d'exécution et de réception des prestations notamment du point de vue légal et administratif. Toute carence, erreur ou omission du titulaire dans l'obtention de ces renseignements ne pourra qu'engager sa responsabilité totale et entière et demeurera à sa charge.
- Avoir inclus dans les prix établis sous son entière responsabilité, toutes sujétions inhérentes à l'appréciation de la nature de l'exécution des prestations.
- Avoir établi sous sa responsabilité les prix du présent marché, qui ne pourront en aucun cas être remis en cause, ni faire l'objet de modifications ou réclamations de quelque nature que ce soit.

Les prix du marché sont réputés inclure notamment, en sus des charges de personnel et de fonctionnement du titulaire :

- tout déplacement et sujétions d'hébergement sur place nécessaires à l'exécution du marché ;
- les frais de coordination et de pilotage des éventuels sous-traitants, ainsi que les frais afférents à leur éventuel remplacement ;
- s'il est mandataire d'un groupement, tous les frais afférents à son rôle de mandataire (coordination ou solidarité) ;
- les taxes en vigueur et applicables aux prestations et au titulaire * ;
- ses marges pour risques et bénéfices.

* Dans le cas d'une erreur de taxe commise par le titulaire lors de la remise de son offre, les prix hors taxes sont rectifiés pour intégrer la taxe correcte, sans pouvoir modifier le prix du marché avec taxes, afin de ne pas remettre en cause la mise en concurrence ayant donné lieu à la passation du marché. Cette rectification a également lieu en cas de changement de statut du titulaire (franchisé à la passation du marché, non franchisé lors de l'exécution du marché).

7.1.2 – Exonération de taxes

☒ Sans objet.

7.1.3 – Sujétions liées aux intempéries

☒ Les prix sont établis en considérant comme normalement prévisibles les sujétions d'exécution relatives aux intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils n'atteignent pas les intensités limites ci-après mesurées par le service météorologique de la Nouvelle Calédonie :

- ☒ PLUIE – intensité limite : 200 mm / 24 heures
- ☒ VENT – intensité limite : 200 km/heure
- ☒ VITESSE DU COURANT – intensité limite : 4 mètres / seconde

Les données de vérification de ces conditions seront fournies par la station du service météorologique de la Nouvelle Calédonie la plus proche, ou à défaut par celle la plus proche dont les données sont disponibles. L'obtention de ces données est à la charge du titulaire.

7.1.4 – Exécution simultanée ou imbriquée de prestations effectuées par d'autres prestataires

☒ Les prix sont établis en considérant que le titulaire tient compte des sujétions relatives aux prestations exécutées simultanément ou de manière imbriquée par d'autres prestataires, dans la limite des données incluses dans le présent marché ou communiquées par l'acheteur public.

Dès qu'une information lui est communiquée à ce sujet, il lui appartient de se mettre en rapport avec ces prestataires pour garantir une bonne exécution de ses propres prestations.

Dès qu'un incident relatif à leurs prestations a un impact sur ses propres prestations, en termes de coût ou de délai, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur public dans le délai de 10 jours suivant la survenue de l'incident, sous peine de forclusion.

7.1.5 – Sujétions exclues des prix du marché

☒ Les prestations seront exécutées conformément aux directives des autorités de santé concernant les mesures de lutte contre la propagation des maladies contagieuses (exemple : COVID-19) en vigueur à la date de remise de l'offre.

Toute modification de ces directives ayant un impact sur le coût des prestations pourra faire l'objet d'une modification des prix du marché sur la base de justificatifs chiffrés, par voie d'avenant.

Toutefois, en l'absence d'accord ou si la recherche d'accord entraîne un retard dans la passation de l'avenant, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter, sans jamais les interrompre, les prestations prévues au marché jusqu'au terme du marché, en respectant les nouvelles directives.

7.1.6 – Fourniture de sous-détails de prix

La personne responsable du marché ou le maître d'œuvre peut à tout moment demander au titulaire de fournir le sous-détail d'un prix unitaire ou forfaitaire, comprenant notamment :

- les quantités et le prix d'unité de chaque nature de matière, matériau ou composant ;
- les quantités d'œuvre ou d'heures et le prix de la main d'œuvre correspondante ;
- les marges relatives aux frais généraux et leur décomposition ;
- les marges relatives aux risques et bénéfices.

Le titulaire devra le lui fournir dans le délai imparti qui sera au minimum de 7 jours à compter de la notification de la demande.

Ces éléments serviront notamment pour la fixation de prix nouveaux pour les prestations non prévues dans le marché et qui viendraient à devenir nécessaires à l'objet du marché.

7.2 – CARACTÈRE DES PRIX

7.2.1 – Prestations réglées au forfait

- ☒ Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire précisé à l'acte d'engagement.

7.2.2 – Prestations réglées sur prix unitaires

- ☒ Sans objet.

7.2.3 – Caractère provisoire ou définitif

Les prix du marché sont des prix définitifs.

7.2.4 – Variation des prix

Les prix du marché sont :

- ☒ Fermes (durée d'exécution du marché inférieure à 6 mois).

Conformément à l'article 9 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019, ces prix fermes sont actualisables lorsqu'un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire est réputé avoir fixé son prix et la date de début d'exécution des prestations.

Dans ce cas, l'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

ARTICLE 8 – DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT – VARIATION DES PRIX – APPROVISIONNEMENTS - AVANCES – AUTOLIQUIDATION TGC

8.1 – DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT

8.1.1 – Prix de base

Le montant à régler en prix de base est déterminé comme suit :

Pour les prestations réglées sur prix unitaires, par application des prix unitaires précisés dans le bordereau des prix unitaires ou à défaut dans l'acte d'engagement, aux quantités réellement exécutées.

Pour les prestations à prix forfaitaires, en effectuant une appréciation de l'avancement d'exécution, soit par application d'un pourcentage à ces prix forfaitaires, soit par indication de la valeur estimée des prestations exécutées.

Si le titulaire et le référent du marché conviennent d'utiliser un pourcentage pour apprécier l'avancement d'exécution, il est arrondi au % et le montant calculé par application de ce pourcentage au forfait est lui-même arrondi à l'entier le plus proche.

8.1.2 – Modalités de règlement

8.1.2.1 – Décomptes et acomptes

Sans objet.

8.1.2.2 – Factures

Le règlement est effectué sur la base d'une facture dont les éléments sont précisés dans l'article 9 ci-après.

Les paiements partiels pour exécution partielle de la commande, avance, approvisionnements, etc... sont possibles. Dans ce cas, la facture indique le montant des éléments de facturation, en cumulé depuis l'origine de la commande, et indique, le cas échéant, le montant de la facture précédente, pour en déduire le net à payer.

En cas de groupement, des états annexes de calcul joints détaillent la part à payer à chaque cotraitant, la part à payer au mandataire étant égale à la différence entre le montant global et la somme des parts à payer à chaque cotraitant.

En cas de sous-traitance, des états annexes de calcul joints détaillent la part à payer à chaque sous-traitant, la part à payer au titulaire étant égale à la différence entre le montant global et la somme des parts à payer à chaque sous-traitant.

La dernière facture prenant en compte l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché ainsi que les variations de prix définitives, signée par la personne responsable du marché et notifiée au titulaire, est réputée former paiement définitif à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter de cette notification si le titulaire n'a pas signalé par écrit son désaccord sur un élément de ce décompte et fourni en même temps les justifications relatives aux réclamations correspondant à ce désaccord.

En cas de silence de la personne responsable du marché, valant décision implicite de rejet de sa demande, pendant 3 mois à compter de ce signalement par écrit, ou en cas de décision expresse de la personne responsable concluant au rejet de sa demande dans le même délai, le titulaire peut saisir le tribunal administratif compétent.

Si, dans le délai de 6 mois à compter du moment où il pouvait le faire, le titulaire n'a pas porté ses réclamations devant le tribunal administratif, il est considéré comme ayant accepté ladite décision et toute réclamation est irrecevable.

8.2 – VARIATION DES PRIX

8.2.1 – Actualisation des prix fermes – lorsque la durée d'exécution est inférieure à 6 mois

☒ Sans objet.

8.2.2 – Révision des prix– lorsque la durée d’exécution est supérieure ou égale à 6 mois

☒ Sans objet.

8.2.3 – Indice de référence

☒ Sans objet.

8.2.4 – Actualisation ou révision provisoire

Conformément à l’article 63 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 :

- Lorsque le marché comporte une clause de révision des prix, la révision du prix initial doit être opérée sur le montant de chaque acompte lorsque les paramètres définitifs de révision sont connus, puis en fin de marché, sur le montant du paiement pour solde.
- Le titulaire d’un marché peut obtenir sur sa demande écrite que l’ensemble des clauses de variation de prix ne soit appliqué que sur le dernier paiement du marché.

En conséquence, il n’est pratiqué aucune actualisation ni révision des prix provisoire.

8.3 – ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS

☒ Sans objet.

8.4 – AVANCES

8.4.1 – Avances prévues par le marché

☒ Sans objet. Aucune avance ne sera versée au titre du présent marché.

8.4.2 – Conditions d’accès aux avances prévues par le marché

☒ Sans objet.

8.4.3 – Remboursement des avances

☒ Sans objet.

8.5 – AUTO-LIQUIDATION DE LA TGC

Dans le cas d’un titulaire résidant hors du territoire de la Nouvelle-Calédonie, l’acheteur public procédera à l’auto-liquidation de la TGC applicable en faveur de la Direction des services fiscaux de la Nouvelle-Calédonie.

ARTICLE 9 – PRÉSENTATION DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE PAIEMENT

9.1 – FORME DES DOCUMENTS DE PAIEMENT

9.1.1 – Mentions obligatoires sur les factures

Les mentions minimales suivantes doivent apparaître sur les factures / situations :

- a) Le numéro et la date d'émission de la facture,
- a) Le nom ou la raison sociale du créancier, ainsi que son adresse physique,
- b) Le nom et l'adresse du prestataire, y compris son **adresse email**,
- c) Le numéro de RIDET (10 chiffres),
- d) La référence d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers pour les sociétés,
- e) La domiciliation bancaire et le RIB (23 chiffres),
- f) La désignation de la collectivité débitrice (nom, adresse, direction ou service),
- g) Le numéro et la date de notification du marché.

9.1.2 – Décomptes et états d'acompte

Sans objet.

9.1.3 – Factures

Les factures correspondant aux prestations commandées et exécutées sont présentées :

- pour le paiement d'une avance si celle-ci est prévue par le marché ;
- lorsqu'une partie des prestations commandées a été exécutée ;
- à la fin de l'exécution des prestations objet du marché.

Chaque facture est accompagnée des justificatifs de calcul éventuellement nécessaires (par exemple, calcul des avances, actualisation ou révision des prix).

Sur la facture doivent apparaître, outre les mentions listées à l'article 9.1.1 :

1. La nature des prestations,
2. Les prix éventuellement actualisés ou révisés,
3. L'avancement de l'exécution depuis le début de l'exécution du marché,
4. Le montant total hors taxe,
5. L'éventuelle réfaction décidée par la personne responsable du marché,
6. L'éventuelle avance calculée conformément à l'article 8.4 ci-dessus,
7. Les taux et montant des taxes applicables,
8. Le montant cumulé à payer toutes taxes comprises,
9. La déduction des facturations précédentes,
10. Le net à payer, qui est la différence entre les montants 8 et 9 ci-dessus.

Si le présent marché exige une caution personnelle et solidaire pour garantir l'avance, cette facture est accompagnée d'une caution conforme au modèle en annexe 3 du présent CCAP.

En cas de sous-traitance, la facture du titulaire mentionnera le montant à payer directement au sous-traitant, et la facture du sous-traitant, élaborée selon les mêmes principes, lui sera annexée.

En cas de groupement, la facture présentée par le mandataire mentionnera le montant à payer à chaque cotraitant du groupement, et leurs factures, élaborées selon les mêmes principes, lui seront annexées.

La facture est certifiée le service fait par le référent interne, à défaut le référent du marché.

9.2 – ENVOI DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE PAIEMENT

Les documents de demande de paiement seront envoyés aux adresses suivantes (plusieurs cases à cocher possibles) :

- ☒ soit par voie électronique à l'adresse email suivante : laurent.fayard@province-sud.nc

Copie sera faite par courrier électronique au référent du marché.

Le référent du marché pourra notifier au prestataire par écrit, sans avenant, des modalités d'envoi différentes.

9.3 – INTERVENTION D'UN PRESTATAIRE CONDITIONNANT LE PAIEMENT DES SOMMES DUES

☒ Le projet de décompte établi par le titulaire et accompagné par la situation doit être présenté au **maître d'œuvre** pour validation de la situation et du décompte, et établissement de l'état d'acompte :

- Si le **maître d'œuvre** est un service interne de l'acheteur public, le projet de décompte accompagné par la situation est envoyé aux adresses ci-dessus, le délai de mandatement démarre au moment de la 1^{ère} réception à ces adresses.
- Si le **maître d'œuvre** est un prestataire externe aux services de l'acheteur public, le projet de décompte accompagné par la situation doit d'abord lui être envoyé pour validation et établissement de l'état d'acompte. Ce n'est que lorsque le **maître d'œuvre** lui a renvoyé les documents de demande de paiement validés et complétés que le titulaire peut les déposer aux adresses ci-dessus, ce qui déclenche alors le délai de mandatement. À défaut, les documents de demande de paiement envoyés directement à l'acheteur public sont rejetés.

☒ La facture établie par le titulaire doit premièrement être présentée au prestataire ci-après, externe aux services de l'acheteur public : copaba@outlook.com

Ce n'est que lorsque ce prestataire lui a renvoyé les documents de demande de paiement validés et signés par ses soins que le titulaire peut les déposer aux adresses ci-dessus, ce qui déclenche alors le délai de mandatement. À défaut, les documents de demande de paiement envoyés directement à l'acheteur public sont rejetés.

9.4 – DÉLAI DE MANDATEMENT

Le montant des demandes de paiement doit faire l'objet d'un mandatement dans le délai prévu à l'article 71 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.

Le délai de mandatement court à compter de la date de la réception, par l'acheteur public, des documents de paiement, dans les conditions précisées aux articles 9.1, 9.2 et 9.3 ci-dessus.

ARTICLE 10 - DÉLAI DE GARANTIE, GARANTIES FINANCIÈRES, SURETÉS, ASSURANCES

10.1 – DÉLAI DE GARANTIE

☒ Le délai de garantie est de 12 mois à compter de la date d'admission pour chaque prestation.

Au titre de cette garantie, le titulaire est tenu de remédier à ses frais à la partie ou l'intégralité de la prestation qui serait reconnue défectueuse ou non fonctionnelle.

Cette garantie couvre tous les frais consécutifs de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport nécessaires, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu qu'elles soient faites dans ses locaux.

La personne publique a droit, en outre, à des dommages et intérêts au cas où, pendant ces opérations, la privation de jouissance entraîne pour elle un préjudice.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer les opérations de remédiation est fixé par décision de la personne responsable du marché.

Si le délai n'est pas respecté, la personne responsable du marché peut, sans mise en demeure, pour tout ou partie des prestations concernées, soit faire procéder à ces opérations par un prestataire tiers aux frais du titulaire, sous réserve qu'un tel prestataire existe, soit proposer une réfaction au titulaire qui le libère de ses obligations de remédiation.

Si, à l'expiration du délai de garantie, il subsiste des anomalies, désordres ou défauts notifiés au titulaire, non résolus ou qui n'ont pas fait l'objet de réfactions libératoires, le délai de garantie est prolongé jusqu'à leur remédiation complète.

Cette prolongation peut faire elle-même l'objet d'une nouvelle prolongation pour les mêmes raisons.

10.2 - GARANTIES FINANCIÈRES (« SÛRETÉS »)

10.2.1 - Garanties financières prévues au titre du marché

☒ Les prestations étant soumises à un délai de garantie, le titulaire est tenu de fournir une garantie financière selon les modalités fixées à l'article suivant.

10.2.2 – Modalités de mise en place des garanties financières.

☒ Les garanties financières, appelées aussi sûretés, constituées au titre du marché, peuvent se présenter sous trois formes, au choix du titulaire :

1. cautionnement (cf. articles 91 à 95 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019) ;
2. retenue de garantie sur acompte, en substitution du cautionnement (cf. article 77 de la même délibération) ;
3. en remplacement du cautionnement ou de la retenue de garantie, une caution personnelle et solidaire, généralement délivrée par un établissement de crédit, ayant le caractère d'une garantie à première demande, selon le modèle prévu à l'arrêté n° 2019-2455/GNC du 26 novembre 2019 (cf. articles 78 et 79 de la même délibération).

Le titulaire fournit en même temps que la 1^{ère} facture correspondant à l'exécution du marché, un cautionnement ou une caution personnelle et solidaire correspondant à 3% du montant initial du marché, hors taxes, hors variation de prix, hors avances.

À défaut, une retenue de garantie du même pourcentage est appliquée aux montants exécutés présentés dans les factures jusqu'à concurrence du montant de ce cautionnement, et jusqu'à fourniture éventuelle d'une caution.

Lorsque le titulaire présente une demande de paiement d'un sous-traitant, il doit obligatoirement présenter une sûreté couvrant ce paiement, faute de quoi la demande est rejetée.

10.2.3 – Restitution des garanties financières

Les dispositions de l'article 80 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 s'appliquent.

10.3 – ASSURANCES

10.3.1 – Assurance professionnelle

Le prestataire déclare être titulaire d'une assurance « Responsabilité Civile », couvrant les dommages matériels ou immatériels ayant pour origine une erreur, malfaçon ou faute quelconque du prestataire et de ses préposés dans l'exécution des prestations du marché.

Sur demande écrite du référent du marché, il devra immédiatement produire l'attestation d'assurance correspondante.

10.3.2 – Assurance décennale

- ☒ Le prestataire déclare être titulaire d'une assurance décennale, en application des lois du pays n° 2019-4 du 5 février 2019 relative à la responsabilité et à l'assurance de la construction et n° 2020-4 du 30 janvier 2020 relative à la mise en œuvre de l'obligation d'assurer dans le secteur de la construction.

Sur demande écrite du référent du marché, il devra immédiatement produire l'attestation d'assurance correspondante.

ARTICLE 11 – MESURES COERCITIVES

11.1 – MISE EN RÉGIE

En cas de mauvaise exécution ou de manquements aux obligations contractuelles et après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé, restée sans effet, l'acheteur public peut prononcer la mise en régie des prestations par décision de la personne responsable du marché.

La mise en régie est une procédure de substitution temporaire pendant laquelle les relations contractuelles ne sont pas rompues, et qui débouche soit sur le retour à l'exécution normale du marché si le titulaire justifie de l'intention et des moyens nécessaires, soit sur la résiliation du marché à ses torts.

La mise en régie peut consister, au choix de la personne responsable du marché, en l'une ou l'autre des modalités suivantes, ou en une combinaison – éventuellement séquencée - des deux, pour la remédiation complète de la situation de défaut.

11.1.1 – Appropriation des moyens du titulaire

La décision de mise en régie précise la date des constatations contradictoires, au cours desquelles sera fait l'inventaire :

- des prestations réalisées et à terminer ;
- des moyens humains et matériels que le titulaire devra placer sous la direction de la personne responsable du marché ou d'un tiers à sa charge, pour l'exécution des prestations concernées.

Le remboursement des frais engagés par l'acheteur public à cet effet peut être réclamé au titulaire.

S'il existe des garanties financières constituées au titre du marché (cf. article 10.2.1 ci-dessus), ce remboursement s'effectue par prélèvement sur ces garanties financières.

11.1.2 – Intervention d'un prestataire tiers

La décision de mise en régie précise qu'il sera fait appel à un prestataire tiers pour remédier aux défaillances constatées, ainsi que la date à laquelle les prestations réalisées par l'intervenant tiers (échéances, coût, modalités particulières, précisions relatives aux dispositions du CCAG éventuellement applicable, ...) seront présentées au titulaire.

À la fin de l'exécution des prestations, le remboursement des frais engagés par l'acheteur public à cet effet peut être réclamé au titulaire.

S'il existe des garanties financières constituées au titre du marché (cf. article 10.2.1 ci-dessus), ce remboursement s'effectue par prélèvement sur ces garanties financières.

11.2 - RÉILIATION

En cas de mauvaise exécution ou de manquements aux obligations contractuelles et après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé, restée sans effet, l'acheteur public peut résilier unilatéralement le marché par décision de la personne responsable du marché sans indemnisation du titulaire.

Le défaut d'assurance entraîne également la résiliation du marché de plein droit.

Enfin, en cas de procédure collective à l'encontre du titulaire, et conformément aux articles L.622-13, L.613-14 et L.641-11-1 du code de commerce applicable en Nouvelle-Calédonie, la résiliation ne peut être prononcée que si l'acheteur public a mis en demeure l'administrateur ou le liquidateur, et si celui-ci a indiqué renoncer à la poursuite du marché ou n'a pas répondu dans le délai d'un mois.

En cas de résiliation, toutes les fournitures, prestations ou travaux livrés, exécutés, acceptés et payés (le cas échéant avec réfaction) par l'acheteur public restent sa propriété, et ce dernier peut en disposer, les mettre à disposition d'autres prestataires pour continuer l'objet du marché, au besoin en opérant certaines modifications.

☒ 11.3 – INTERVENTION D'UN TIERS PENDANT LE DÉLAI DE GARANTIE

S'il est possible de faire intervenir un prestataire tiers en lieu et place du titulaire, les phases suivantes doivent être respectées :

4. Constat que les réserves d'admission ou de réception n'ont pas été levées dans les délais notifiés ou qu'il n'a pas été remédié aux défauts ou désordres apparus pendant le délai de garantie, en référence à un procès-verbal contradictoire ou à la lettre particulière de signalement ou persistance du défaut ou du désordre, notifiée pendant le délai de garantie.
5. Notification au titulaire du constat, de la décision de s'opposer à la levée des sûretés, et d'une mise en demeure d'exécuter les prestations de remédiation dans un délai spécifié (minimum 10 jours sauf urgence), après quoi ces prestations seront effectuées par une entreprise tierce aux frais du titulaire par prélèvement sur ses sûretés financières. Le détenteur de sûreté correspondant (comptable public ou établissement bancaire) en reçoit copie.
1. À l'issue du délai de mise en demeure restée infructueuse, notification par lettre à l'organisme détenteur de la sûreté (comptable public ou organisme bancaire), pour l'informer du résultat infructueux de la mise en demeure, du lancement des prestations de remédiation, et de la remise prochaine d'une facture à payer après exécution des prestations de reprise par l'entreprise tierce. Sont joints à cette lettre la mise en demeure, et le devis de l'entreprise tierce (avec dates d'exécution des prestations prévues) et une copie de tous les documents est notifiée au titulaire du marché avant début des prestations.
2. Exécution des prestations de remédiation par l'entreprise tierce, constat écrit (par la personne responsable du marché ou par un intervenant à sa charge) de leur bonne exécution, émission de la facture, et envoi de ces deux documents à l'organisme détenteur de la sûreté pour paiement. Copie en est faite au titulaire du marché.

ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

☒ Sans objet.

ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la législation et la réglementation en vigueur applicable en Nouvelle-Calédonie en matière de traitement de données à caractère personnel (loi N°78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Dans le cas où le recueil et le traitement de certaines données personnelles relatives aux bénéficiaires sont indispensables à l'exécution du marché, ces données transmises par l'acheteur public au prestataire doivent être réservées exclusivement à l'exécution des prestations objet du marché.

Le prestataire s'engage notamment à garantir leur confidentialité, par l'adoption de mesures internes liées à son système d'information ou concernant son personnel.

Le prestataire doit aider l'acheteur public à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Il l'informe immédiatement de toute demande des bénéficiaires et de toute situation de violation de la protection des données personnelles.

Au terme de la prestation, le prestataire s'engage à détruire toutes les copies des données existantes dans son système d'information et à justifier par écrit de cette destruction.

ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AU CCAG

☒ Tableau des dérogations apportées par le présent CCAP :

Articles du CCAG auquel une disposition du présent CCAP déroge	Article du CCAP qui déroge au CCAG
10.11	5.1
26	11.2

ANNEXE 1 AU CCAP : MODÈLE D'ACTE SPÉCIAL DE SOUS-TRAITANCE

ACTE SPÉCIAL N ° PORTANT ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT ET AGRÉMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT

Après signature de l'acheteur public ou silence de l'administration gardé pendant 21 jours à compter de la fourniture de toutes les pièces nécessaires, **la présente déclaration de sous-traitance** :

- ☐ constitue un **acte spécial** portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.
- ☐ constitue un **acte spécial modificatif**, annulant et remplaçant :
l'annexe n° de l'acte d'engagement portant sur le même sous-traitant ;
l'acte spécial précédent n° notifié à la date du

Espace réservé à la mention prévue à l'article 97 de la délib. n° 424 du 20 mars 2019

MARCHÉ :

Acheteur public :

Personne chargée de fournir les renseignements prévus à l'article 101 de la délibération 424 du 20/03/2019
modifiée :

Comptable assignataire des paiements :

N° du marché : notifié le : - Avenant n° notifié le :

Objet du marché :

Lot : Titulaire :

Mandataire du groupement :

SOUS-TRAITANT :

Nom, raison ou dénomination sociale :

Forme juridique (entreprise individuelle, société, etc...) :

Numéro d'identité d'établissement (RIDET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

Nom et prénom du représentant habilité :

Adresse :

Contacts (email, GSM) :

Le sous-traitant est-il en état de : (entourer toutes les mentions adéquates, rayer toutes les mentions inutiles)

- Liquidation : OUI – NON ▪ Redressement judiciaire : OUI – NON
- Faillite personnelle : OUI – NON ▪ Procédures équivalentes s'il est établi à l'étranger : OUI - NON

Dans le cas d'un redressement judiciaire, joindre copie du ou des jugements (ou autres justificatifs) montrant qu'il est autorisé à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

NATURE ET PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES :

Nature précise :

Montant sous-traité HT :

Taux des taxes (cf. contrat de sous-traitance) :

Montant sous-traité TTC :

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :

Paiement direct du sous-traitant par l'acheteur public (choisir l'option 1 ou 2 – à défaut c'est l'option 1 qui s'applique) :

- ☐ 1 - Quel que soit le montant sous-traité.
- ☐ 2 - Uniquement lorsque le montant sous-traité est supérieur à 500.000 F HT.

COMPTE À CRÉDITER :

NOM :

BANQUE :

N° DE COMPTE (23 chiffres) :

VARIATION DES PRIX :

Modalités de variation des prix :

Mois d'établissement des prix :

AVANCE, SI ELLE EST PRÉVUE AU MARCHE :

- ☐
- Demandée à hauteur de : %
- ☐
- Refusée

Une seule des deux cases doit être cochée.

L'avance est réputée être demandée au % maxi si aucune case n'est cochée.

DÉCLARATION

Sous peine de retrait de plein droit de la présente acceptation de sous-traitance, l'entreprise sous-traitante atteste ne pas tomber sous le coup des exclusions et interdictions découlant de l'article 14-3 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 modifiée.

Fait en un seul original, à, le

LE TITULAIRE (1)

LE MANDATAIRE (**)(1)

LE SOUS-TRAITANT (1)

(**) En cas de marché passé avec un groupement d'entreprises avec mandataire solidaire.

(1) Mention manuscrite "LU ET ACCEPTE", puis signature, suivie du nom en lettres capitales du signataire habilité à représenter l'entreprise.

LISTE DES JUSTIFICATIFS FOURNIS :

- ☐ **1** – Extrait K-bis datant de moins de 3 mois – pour le sous-traitant
- ☐ **2** – Références concernant les prestations sous-traitées – pour le sous-traitant
- ☐ **3** – Trois certificats de situation fiscale (payeur, impôts, douanes) – pour le sous-traitant

☐ **4** – Attestation CAFAT / RUAMM (la dernière exigible) – pour le sous-traitant

☐ **5** – Attestation d'assurance en cours de validité – pour le sous-traitant

☐ **6** – Relevé d'identité bancaire – pour le sous-traitant

☐ **7** – Exemple unique du marché ou du dernier avenant, destiné à la cession ou au nantissement, délivré antérieurement **au titulaire**, ou en cas d'impossibilité de le restituer, attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement démontrant qu'il n'y a pas d'obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée. Ou attestation signée du titulaire, de perte, ou encore de non demande et de non réception de l'exemple unique.

☐ **8** – (En cas d'acte spécial modificatif) Exemple unique du marché, de l'acte spécial ou de l'avenant, destiné à la cession ou au nantissement, délivré antérieurement **au sous-traitant**, ou en cas d'impossibilité de le restituer, attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement démontrant qu'il n'y a pas d'obstacle à la modification du montant sous-traité. Ou attestation signée du sous-traitant, de perte, ou encore de non demande et de non réception de l'exemple unique. En cas de **sous-traitance de rang 2**, mêmes documents à produire avec un acte spécial modificatif rang 2.

DÉCISION DE L'ACHETEUR PUBLIC

L'ACHETEUR PUBLIC ACCEPTE LE SOUS-TRAITANT ET LES CONDITIONS DE PAIEMENT

Le représentant de l'acheteur public, compétent pour signer le marché public

NOTIFICATION AU TITULAIRE

Reçu :

- un exemple du présent acte spécial,

- le nouvel exemple unique du marché ou du dernier avenant revêtu de la mention prévue à l'article 97 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.

Date :

- Signature suivie du nom du signataire habilité à représenter l'entreprise titulaire

Espace réservé pour le rendu exécutoire

Nota : copie de cet acte spécial en exemple unique destiné à la cession ou au nantissement, revêtu de la mention prévue à l'article 97 de la délibération n° 424 du 20/03/19 sera délivrée par le maître d'ouvrage au sous-traitant à sa demande.

ANNEXE 2 AU CCAP : MODÈLE D'ACTE SPÉCIAL DE SOUS-TRAITANCE DE SECOND RANG

ACTE SPÉCIAL N ° PORTANT ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG ET AGRÉMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT

Après signature de l'acheteur public ou silence de l'administration gardé pendant 21 jours à compter de la fourniture de toutes les pièces nécessaires, **la présente déclaration de sous-traitance** :

☐ constitue un **acte spécial** portant acceptation du sous-traitant de second rang et agrément de ses conditions de paiement.

☐ constitue un **acte spécial modificatif**, annulant et remplaçant :

l'annexe n° de l'acte d'engagement portant sur le même sous-traitant ;

l'acte spécial précédent n° notifié le

Espace réservé à la mention prévue à l'article 97 de la délibération 424 du 20/03/2019

MARCHÉ :

Acheteur public :

Personne chargée de fournir les renseignements prévus à l'article 101 de la délibération 424 du 20/03/2019 modifiée :

Comptable assignataire des paiements :

N° du marché : notifié le : - Avenant n° notifié le :

Objet du marché

Lot Titulaire/Mandataire

Sous-traitant direct (rang 1) :

SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG (rang 2) :

Nom, raison ou dénomination sociale :

Forme juridique (entreprise individuelle ou société, etc...):

Numéro d'identité d'établissement (RIDET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

Nom et prénom du représentant habilité :

Adresse :

Contacts (email, GSM) :

Le sous-traitant de second rang est-il en état de : (entourer toutes les mentions adéquates, rayer toutes les mentions inutiles)

▪ Liquidation : OUI – NON

▪ Redressement judiciaire : OUI – NON

▪ Faillite personnelle : OUI – NON

▪ Procédures équivalentes s'il est établi à l'étranger : OUI - NON

Dans le cas d'un redressement judiciaire, joindre copie du ou des jugements (ou autres justificatifs) montrant qu'il est autorisé à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

NATURE ET PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES :

Nature précise :

Montant sous-traité HT :

Taux des taxes (cf. contrat de sous-traitance) :

Montant sous-traité TTC :

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :

Paiement direct du sous-traitant de rang 2 par l'acheteur public (choisir l'option 1 ou 2 – à défaut c'est l'option 1 qui s'applique) :

- ☐ 1 - Quel que soit le montant sous-traité.
- ☐ 2 - Uniquement lorsque le montant sous-traité est supérieur à 500.000 F HT.

COMPTE À CRÉDITER :

NOM :

BANOUE :

N° DE COMPTE (23 chiffres) :

VARIATION DES PRIX :

Modalités de variation des prix :

Mois d'établissement des prix :

DÉCLARATION

Sous peine de retrait de plein droit de la présente acceptation, l'entreprise sous-traitante de rang 2 atteste ne pas tomber sous le coup des exclusions et interdictions découlant de l'article 14-3 de la délib. n° 424 du 20/3/19.

Fait en un seul original, à , le

LE TITULAIRE (1)

LE MANDATAIRE (**)(1)

LE SOUS-TRAITANT DE RANG 1 (1)

LE SOUS-TRAITANT DE RANG 2 (1)

(**) En cas de marché passé avec un groupement d'entreprises avec mandataire solidaire.

(1) Mention manuscrite "LU ET ACCEPTÉ", puis signature, suivie du nom en lettres capitales du signataire habilité à représenter l'entreprise.

LISTE DES JUSTIFICATIFS FOURNIS :

- ☐ **1** – Extrait K-bis datant de moins de 3 mois – pour le sous-traitant de rang 2
☐ **2** – Références concernant les prestations sous-traitées – pour le sous-traitant de rang 2
☐ **3** – Trois certificats de situation fiscale (payeur, impôts, douanes) – pour le sous-traitant de rang 2
☐ **4** – Attestation CAFAT / RUAMM (la dernière exigible) – pour le sous-traitant de rang 2

☐ **5** – Attestation d'assurance en cours de validité – pour le sous-traitant de rang 2

☐ **6** – Relevé d'identité bancaire – pour le sous-traitant de rang 2

☐ **7** – Exemplaire unique du marché, de l'acte spécial ou de l'avenant, destiné à la cession ou au nantissement, délivré antérieurement **au sous-traitant de rang 1**, ou en cas d'impossibilité de le restituer, attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement démontrant qu'il n'y a pas d'obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée. Ou attestation signée de perte, ou encore de non demande et de non-réception de l'exemplaire unique.

☐ **8** – (En cas d'acte spécial modificatif) Exemplaire unique de l'acte spécial ou de l'avenant, destiné à la cession ou au nantissement, délivré antérieurement **au sous-traitant de rang 2**, ou en cas d'impossibilité de le restituer, attestation du bénéficiaire démontrant qu'il n'y a pas d'obstacle à la modification du montant sous-traité. Ou attestation signée de perte, ou encore de non demande et de non-réception de l'exemplaire unique.

DÉCISION DE L'ACHETEUR PUBLIC

L'ACHETEUR PUBLIC ACCEPTE LE SOUS-TRAITANT DE RANG 2 ET LES CONDITIONS DE PAIEMENT

Le représentant de l'acheteur public, compétent pour signer le marché public

NOTIFICATION AU SOUS-TRAITANT DE RANG 1

Reçu :

- un exemplaire du présent acte spécial,
- le nouvel exemplaire unique du marché, de l'acte spécial ou du dernier avenant revêtu de la mention prévue à l'article 97 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.

Date :

- Signature suivie du nom du signataire habilité à représenter l'entreprise sous-traitante de rang 1

Espace réservé pour le rendu exécutoire

Nota : copie de cet acte spécial en exemplaire unique destiné à la cession ou au nantissement, revêtu de la mention prévue à l'article 97 de la délib. 424 du 20/03/19 sera délivrée au sous-traitant de rang 2 à sa demande.

Annexe 3 : Indications à porter sur le panneau de chantier

(cf. article 8.4.3 du CCAP)

TRAVAUX DE CONSERVATION DU MAGASIN AU MATÉRIEL ANCIEN BAGNE DE PRONY



CE CHANTIER RESPECTE LA CHARTE CHANTIER VERT



Maître d'ouvrage : **PROVINCE SUD**

FINANCEMENT : PROVINCE SUD :



Coût des travaux : F

Entreprise :

LOT 01 :

LOT 02 :

Délai :

Tranche ferme : XXX mois

Maître d'œuvre : **COPABA SARL**

CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC
Port des E.P.I. obligatoire